

I. – Le soutien technique et logistique

A. Les matériels

Indicateurs clés 2014

- * Achat de 38 véhicules
- * 2 464 interventions techniques réalisées par l'atelier
- * 2 023 bons de commande émis par l'atelier

LE PARC VEHICULES :

Le partenariat avec l'UGAP :

Les quatre SDIS de la région lorraine ont signé, fin 2012, un contrat de partenariat avec l'UGAP pour leurs achats de véhicules et de matériel d'incendie et de secours. Il est à noter que le SDIS 68 a rejoint ce groupement courant 2014.

Le partenariat avec la Centrale d'Achat a été conclu pour une durée de 4 ans afin de permettre un accroissement des volumes de commandes et de bénéficier ainsi de conditions tarifaires minorées.

Le bilan de l'évolution des dépenses auprès de l'UGAP entre 2012 et 2014 est le suivant :

	VEHICULES	AUTRES DEPENSES	TOTAL
2012	648 121 €	32 716 €	680 837 €
2013	1 049 613 €	164 141 €	1 213 754 €
2014	1 230 609 €	103 638 €	1 334 247 €

Livraison de nouveaux véhicules :

→ *Camion-citerne rural*

Conformément aux objectifs du SDACR de développer de nouveaux concepts de véhicules polyvalents pour améliorer la couverture des risques, l'acquisition de camion-citerne ruraux (CCR) a été programmée.

Le CCR est un véhicule qui permet d'intervenir :

- sur les missions de lutte contre les feux urbains en raison de ses capacités hydrauliques,
- sur les feux ruraux ainsi que les feux de végétation puisqu'il possède un châssis avec des capacités de franchissement lui permettant d'assurer les missions dans les secteurs difficiles d'accès,
- lors d'événements climatiques nécessitant des capacités de circulation accrues lors d'épisodes neigeux ou inondations.



Le premier véhicule a été affecté au centre d'incendie et de secours de Pagny-sur-Moselle. Le plan d'équipement se poursuivra ensuite avec la commande de 3 autres véhicules en 2015.

→ **Nacelle automobile sur chenille**

Cet engin est destiné à remplacer l'échelle sur porteur du CSP Nancy.

Il a été conçu, en partenariat avec le SDIS 57, pour répondre aux attentes opérationnelles, tout en disposant d'une mobilité adaptée et d'une stabilisation automatique.

Ainsi, il permet de :

- Effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage jusqu'au 6^{ème} étage dans une cour intérieure inaccessible à un engin lourds ;
- Réaliser un éclairage renforcé jusqu'à 22 m. de haut ;
- Venir en appui pour renforcer une réception radio à l'aide d'une antenne implantée dans la plateforme ;
- Etablir une LDV de 45 avec un équipier dans la plateforme ;
- Commander l'orientation de la nacelle depuis le bas avec une LDV en eau sans équipier en plateforme ;
- Progresser sur des terrains meubles ;
- Passer dans une porte étroite



Evolution quantitative du parc automobile depuis 2007:

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
VL	325	332	331	332	329	332	332	334
PL	139	142	142	142	142	141	139	139
Total	464	474	473	474	471	471	470	472

Evolution qualitative du parc automobile :

Elle s'exprime par la moyenne d'âge des véhicules.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FPT	10,56	11	10,65	10,22	11,22	11,86	12,76	13,65
FPT CSP - CS	9,02	9,88	9,37	9,17	10,17	11,45	12	12,75
Echelles	9,32	10,32	10,19	12,27	12,52	12,86	12,81	13,81
CCF	13,82	14,82	15,61	16,22	17,22	15,53	11,47	12,75
VSAV	4,25	4,62	5,36	4,42	5,26	5,45	5,67	5,53
VLR (avec TT)	8,04	8,07	7,07	7,51	7,86	8,09	7,93	8,71
Cellules	10,61	11,6	12,20	12,46	13,11	13,24	14,24	14,84
CTU	8,69	7,59	6,58	6,21	6,85	7,85	8,09	8,60

Evolution 2007/ 2013 de l'investissement annuel en matériel roulant :

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
2 191 000 €	2 556 000 €	2 294 000 €	2 507 000 €	2 215 000 €	2 344 000 €	2 292 000 €	2 423 000 €

Au-delà de l'acquisition de véhicules neufs, il est intéressant de suivre l'évolution des dépenses engagées au titre des réhabilitations lourdes de véhicules. Cette démarche initiée depuis

plusieurs années est en phase avec la politique d'économie et permet de remettre à niveau technique bon nombre d'engins. Cette disposition a également prolongé la durée de vie de ces derniers.

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Réhabilitation de cellules	Réhabilitation de cellules et FPTSR	Réhabilitation de cellules	Réhabilitation de cellules et du CEPARI	Réhabilitation EPA-CCF-FPT-UDA VLRTT	Réhabilitation EPA-CCF-Camion atelier-Tracteur CEPARI	Réhabilitation EPA-CCF-FPTSR-UDA	Réhabilitation VPR-CCF
69 480 €	51 200 €	49 900 €	66 500 €	275 000 €	122 000 €	176 000 €	65 000 €

L'ATELIER DEPARTEMENTAL :

Réparations techniques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total réparation	1849	2688	2740	2278	2417	3218	3101	2464
En régie	1716	2523	2557	2108	2136	2862	2697	2249
<i>Dont camion atelier</i>	390	363	579	583	638	716	602	713
Concédées entreprises extérieures	133	165	183	170	281	356	404	215

En parallèle au coût d'intervention il est également important d'analyser les durées d'immobilisation des engins entrés à l'atelier, qui s'expriment comme suit :

Type de véhicule	Nombre d'immobilisations	Durée d'immobilisation			Durée moyenne d'immobilisation
		DI < 1 j	1 j < DI < 5 j	DI > 5 j	
FPT	483	417	45	21	1,05 j
VSAV	420	371	37	12	0,67 j
Echelles	236	201	25	10	0,88 j
VL	309	261	39	9	0,69 j
CID	63	52	8	3	0,75 j

Cette année encore, la très grande majorité des interventions (86%) se réalise en moins d'une journée. Parmi les interventions supérieures à une journée, 74% se réalisent dans un délai maximum de 5 jours.

B. L'habillement

Les premiers groupements de commandes liés à l'habillement conclus en 2010 ont été reconduits en 2014.

Ils se composent désormais comme suit :

- SDIS 54-SDIS 88 : fourniture de bottes et de polos
- SDIS 54-SDIS 55 : fourniture de sweat-shirts
- SDIS 54-SDIS 88-SDIS 55 : fourniture de casques et accessoires de casques, de parkas, de gants de type C1 (gants cuir), de rangers, de tenues F1 et de chemises F1.

Il est à noter qu'un nouveau groupement de commandes entre les SDIS 54-88 et 68 portera, à compter de 2015, sur l'acquisition des vestes textiles et des surpantalons. Ainsi tous les achats liés aux tenues d'intervention seront mutualisés.

Enfin, le budget habillement s'est réparti de la manière suivante, en investissement, sur l'année 2014 :

Type d'effet	Montant TTC
Tenues d'intervention	560 000 €
Tenues de travail hors intervention	26 000 €
Tenues JSP	25 000 €
Tenues spécialisées (plongée, GRIMP, cyno...)	35 000 €
Divers	30 000 €
TOTAL	676 000 €

C. Les bâtiments

Création d'un plateau technique polyvalent sur le site de Kléber

Le jury chargé de désigner l'architecte, à qui la création du plateau technique polyvalent d'apprentissage et de perfectionnement sera confiée, s'est réuni au mois de mars 2014 et a retenu la candidature du cabinet « ASP architecture ».

Plusieurs réunions entre l'équipe de maîtrise d'œuvre et les services du SDIS ont alors été organisées, permettant de finaliser la phase étude. L'attribution des marchés de travaux peut maintenant être rapidement envisagée pour un démarrage du chantier en septembre 2015 et une livraison en septembre 2016.

Pour mémoire les travaux à mener, sont les suivants :

→ Aménagement de la maison d'entraînement



A gauche : une zone froide comprenant la maison à feu avec installation d'un simulateur fonctionnant au gaz et comportant 9 points feux.
 Dans le milieu : la trémie qui constituera un espace de manœuvre protégé et éclairé.
 Sur la droite : une zone chaude qui comprendra tous les vestiaires, sanitaires, bureaux, salles de cours, réserves et locaux techniques et de stockage sur les deux autres tiers du bâtiment.

→ Création du plateau de manœuvres

Le bâtiment situé entre la future maison d'entraînement et l'Ecole Départementale a été détruit au 2/3 et le plateau sera installé sur ses fondations. Une réserve d'environ 300 m³ est prévue en dessous du plateau afin de recueillir les eaux d'exercices et les eaux de pluie.



Le tiers du bâtiment conservé permettra la réalisation de différents exercices (dont une aire de sauvetage déblaiement). Un appentis pédagogique y sera accolé, afin de permettre de travailler la progression sur toiture avec le LSPCC ainsi que le bâchage.

Le tronçon d'exercice routier 1x2 voies sera situé entre le bâtiment restauration et les pignons des bâtiments école et maison d'entraînement, il comprendra une bande d'arrêt d'urgence ainsi qu'un terre-plein central avec les 2 rails de sécurité.

En attendant le lancement des travaux de création du plateau technique et de la maison à feu, les outils pédagogique permettant de s'entraîner sur des situations réelles continuent à se développer avec la mise en service du plateau « intervention sur réseaux gaz sous pression », réalisé en partenariat avec GRDF. Ce plateau, situé à l'arrière de la future maison à feu, dispose d'un véritable réseau de gaz alimenté en basse et en moyenne pression. Il permet de manœuvrer sur toutes situations de fuite de tuyaux, de torchère, de détérioration de compteur... Les apprenants (personnels sapeurs-pompiers et personnels GRDF) pourront s'entraîner en conditions réelles, en présence de gaz enflammé sur tous types de vannes ou de conduites.

Les travaux se sont déroulés sur une période de 7 mois de novembre 2013 à mai 2014.

Les essais réalisés début septembre et les formations de formateurs, conjointes avec GRDF, réalisées début octobre permettront une mise en œuvre des premières formations dans le cadre de la prochaine FI SPP.

Enfin, il est à noter que parallèlement à ces opérations, l'architecte qui travaillera sur l'aménagement des bâtiments destinés à accueillir l'Etat-Major et le CTA CODIS vient d'être désigné en novembre 2014. Il s'agira ainsi de la troisième et dernière étape de notre installation sur le site de Kléber programmée pour juin 2016.

Centres de secours de Jarny et Dieulouard

Lors de sa réunion en date du 20 décembre 2011, le Conseil d'Administration a autorisé le lancement des opérations de construction des centres de secours de Dieulouard pour un montant de 1,5 M€, et de Jarny pour 2 M€.

Compte tenu du rééchelonnement du calendrier de cette opération, les premiers travaux devraient intervenir courant 2015.



Centre de secours de Colombey-lès-Belles

Lors de sa réunion en date du 21 décembre 2012, le Conseil d'Administration a autorisé le lancement de l'opération de construction du centre de secours de Colombey les Belles pour un montant de 2 M€. Les premiers travaux devraient intervenir courant 2015.

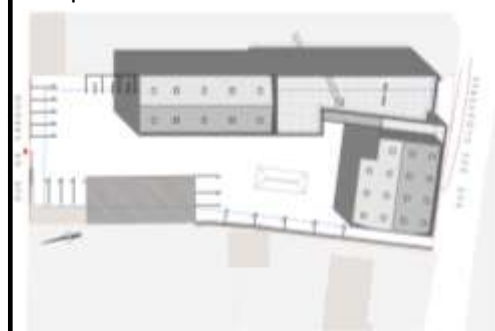
Il s'agit d'un projet présentant des caractéristiques environnementales particulières, telles que, par exemple : Gestion technique centralisée, construction en ossature bois et isolation en paille, traitement des eaux de lavage et de ruissellement par bassin de filtre planté de roseaux, récupération des eaux de pluie pour le lavage des véhicules...

Centre de secours de Thiaucourt

Lors de sa réunion en date du 28 juin 2013, le Conseil d'Administration a autorisé le lancement de l'opération de construction, en partenariat entre le SDIS 54, la commune de Thiaucourt et la Communauté de Communes du Chardon Lorrain, d'un bâtiment mutualisé devant accueillir le centre de secours de Thiaucourt ainsi que les services de la communauté de communes, pour un montant de 1 520 000 €.

Suite à des difficultés techniques il s'est avéré nécessaire de revoir l'implantation du futur bâtiment sur le terrain. Cette modification substantielle du programme initial a contraint de mettre fin à la mission de l'équipe de maîtrise d'œuvre en place et de relancer une nouvelle procédure de recrutement, ce qui a abouti fin 2014 à l'attribution du marché à la SCP Rabolini-Schlegel. Les travaux devraient débuter fin 2015.

Esquisse des futurs locaux mutualisés



Centre d'intervention de Nancy Gentilly

Lors de sa réunion en date du 20 décembre 2011, le Conseil d'Administration a autorisé le lancement de l'opération de réhabilitation pour un montant de 3 000 000 € sur 5 ans, avec pour objectif de rénover la caserne vétuste, de mettre le centre aux normes techniques, sanitaires et de confort les locaux et d'adapter fonctionnellement le centre d'intervention.

Le recrutement de l'équipe de maîtrise d'œuvre a été validé en 2013, le marché étant attribué à M. Benjamin Tock. Les premiers travaux sont attendus mi 2015.

Centre de secours d'Haroué



Les travaux d'extension du centre, ainsi que l'aménagement d'une aire de manœuvre, pour un montant global de 500 000 € ont débuté en septembre 2013. Les sapeurs-pompiers ont pris possession de la nouvelle extension le 1er août 2014.

Les autres travaux

Chaque année une somme de 1 M€ est consacrée aux opérations de gros entretien et réparations. On peut citer notamment :

- Remplacement automate tuyaux CSP Pont-à-Mousson : 30 000 €
- Remplacement portes sectionnelles CSB Briey : 60 000 €
- Désamiantage et réfection toiture CS Haroué : 90 000 €
- Réfection toiture CS Cirey-sur-Vezouze : 30 000 €
- Remplacement ascenseur CI Gentilly : 40 000 €
- Travaux de renforcement planchers CS Badonviller : 50 000 €
- Réfection réseau d'eau CSP Toul CHS : 44 000 €
- Création d'une mezzanine CS Pompey : 43 000 €
- Aménagement de dortoirs CSP Longwy : 43 000 €

II. – Les ressources humaines et la formation

A. Les projets importants en cours

Fusion RH/Formation depuis le 1^{er} janvier 2014 : poursuite du projet visant à dématérialiser le processus de gestion des stages, organisation de l'offre de formation en portefeuille avec une plus grande implication des cadres formation des groupements territoriaux, poursuite de la sécurisation de la rémunération/indemnisation, création d'une entité dédiée au développement des emplois/compétences (GPEEC).

Réforme de la formation SPP/SPV sur 2013/2014 : Poursuite du développement pédagogique afin d'offrir un calendrier des stages progressivement en phase avec les objectifs de la réforme de la formation (scénarii pédagogiques, programmes, référentiels techniques,...), etc.

GPEEC et mise en place de l'évaluation professionnelle : préparation de l'évaluation professionnelle avec la définition d'une cartographie des métiers, la construction de toutes les fiches métiers puis les fiches de postes, la définition d'une nouvelle fiche d'évaluation mais aussi, la proposition de parcours qualifiants, la vérification du calibrage des postes, etc.

Préparation physique opérationnelle : Mise en place des Indicateurs de la Condition Physique.

Plateau technique polyvalent de formation : réalisation des espaces « risque gaz » et « risque électrique » avec la signature de conventions avec GDF et ERDF. Notons également le fond de concours accordé par le CNFPT pour la partie voirie. Poursuite du projet « maison à feu à gaz » avec l'élaboration des différents CCTP.

Quelques temps forts en 2014



Projet de mise en œuvre d'une expérimentation relative au service civique adapté aux SP - Réunion de travail du
17/04/2014



B. L'activité 2014 en matière de ressources humaines

Bilan 2014 des personnels statutaires

❖ Suivi des carrières	SPP	PATS	/2013
- Arrêtés	1531	198	+545
- Contrats	0	9	+4
- Courriers « départs »	1327		-925
- Courriers « arrivées » :	1456		-88
o Dont demandes d'emploi :	770	185	-
- Suivi des aptitudes médicales des PATS via le CDG54	/	56	-29
- Reclassements professionnels	0	0	=
- Mutations externes	5	1	-4
- Mutations internes	43	0	=
- Retraites	14	1	+3

❖ Suivi du temps de travail	SPP	PATS	/2013
- Temps partiel accordés	7	3	+4
o dont de droit	7	3	-
o Ou sur autorisation	0	0	-
- Temps partiel renouvelés	0	5	+6
- Congés exceptionnels, y compris CET	439	130	-124
- Nombre de CET ouverts en 2012	3	5	-3
- Nombre de CET gérés au 31.12.2012	95	39	+2
- Réquisitions pour grèves ou mobilisations en jours	8		-15
- Nombre de congés maternité accordés	4	2	+4
- Nombre de demandes au titre de la réserve militaire	1	0	-5
o dont demandes acceptées	1	0	-
o et nombre de jours accordés	5	0	-

Suivi des stages	Formation professionnelle	Inférieurs au Bac	Bac à Bac +2	Bac +3	Bac +5	Total	/2013
Nombre de demandes réceptionnées, dont :	5	74	4	5	16	104	+11
.Nombre de demandes acceptées	3	67	1	2	6	79	+15
.Nombre de demandes refusées	2	7	3	3	10	25	+11
.Nombre d'annulations de stages après accord	0	0	0	0	0	0	-

Gestion de l'absentéisme (en jours)	SPP	PATS	ESC	Total	/2013
Maladie, prolongations	2973	1105	-	4078	-680
Longue maladie	296	123	-	419	-1360
Longue durée	434	-	-	434	+434
Temps partiel thérapeutique	-	183	-	183	+183
Accident de service	2611	358	-	2969	+422
Maladies professionnelles	-	-	-	-	-

Bilan 2014 des sapeurs-pompiers volontaires



Hommage au volontariat
30/09/2014



Promotion du volontariat
à Lunéville 20/09/2014

La section de gestion des sapeurs-pompiers volontaires assure la gestion de l'engagement, de la protection sociale et des prestations de fin d'engagement de plus de 2000 sapeurs-pompiers volontaires du SDIS 54. Les statistiques et les tendances traduisant l'activité de la section sont détaillées ci-dessous :

Gestion des engagements : Plus de 1463 événements, gérés à l'occasion des quatre Comités Consultatifs des Sapeurs-Pompiers Volontaires (CCDSPV) ont été assurés par la section en 2014 dont les principales composantes sont détaillées ci-après :

	Total	tendance
Engagements	244	+20%
Engagements saisonniers	9	-25%
Confirmations d'engagement	78	-41%
Rengagements	293	+12%
Prolongations d'activité pour une durée d'un an	33	+65%
Changements d'affectation	58	-6%
Appellations de SA1, caporal-chef, sergent-chef et adjudant-chef	120	+11%
Nominations aux grades supérieurs	109	+2%
Radiations	200	+12%
Honorariats	24	+60%
Suspensions d'engagement	75	0%
Fins de suspension d'engagement	25	+32%
Prolongations de suspension d'engagement	69	+23%
Mises en demeure	126	+22%

Protection sociale : Près de 80 accidents ou maladies survenus en service commandé ont été gérés par la section en 2014.

Nombre d'accidents	78	-21%
Nombre d'accidents avec arrêt de travail	33	-23%
Nombre d'accidents avec soins	52	-7%
Nombre de jours d'arrêt de travail	1627	+51%

C. L'activité de formation en 2014

Type activité	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Formations	581	601	562	613	690	615	523	467
Formations au profit exclusif partenaires extérieurs	32	31	25					
Jury/évaluation	29	33	34					
Sous total	642	665	621					
Offres services annexes (Hors ISIS)	12	5	0					
Recrutements	5	4	Non créée					
Réunions (durée de 4h minimum)	18	7	Non créée					
Total	677	681						

Rappel définitions :

- Formations : formations suivies par des agents du SDIS 54 (hors FMA équipier et chef d'équipe) en INTERNE, INTER ou INTRA avec participations possibles d'agents extérieurs
- Formations au profit exclusif de partenaires extérieurs : aucun agent du SDIS 54 dans ces formations
- Offres services annexes : Dans le cadre de conventions, locations à titre gratuit ou onéreux, de salles, de plateau technique

Répartition des 613 actions de formation

Par type de F°	Actions de F° 2014	Actions de F° 2013	Actions de F° 2012
Interne	451	459	448
Intra	13	18	Intra et Inter : 114
Inter	117	124	
Partenaires extérieurs	32	31	25
Total	613	632	587

Par organisateur	Actions de formation 2014	Actions de formation 2013	Actions de formation 2012
Centre de formation	424	486	458
Groupements territoriaux	173	124	126
Opérations	16	22	3
Total	613	632	587

	2014	2013	2012
GTNY	70	51	57
GTLU	46	27	29
GTPH	32	25	22
GTPT	25	21	18

Volume de journées stagiaires (JS)

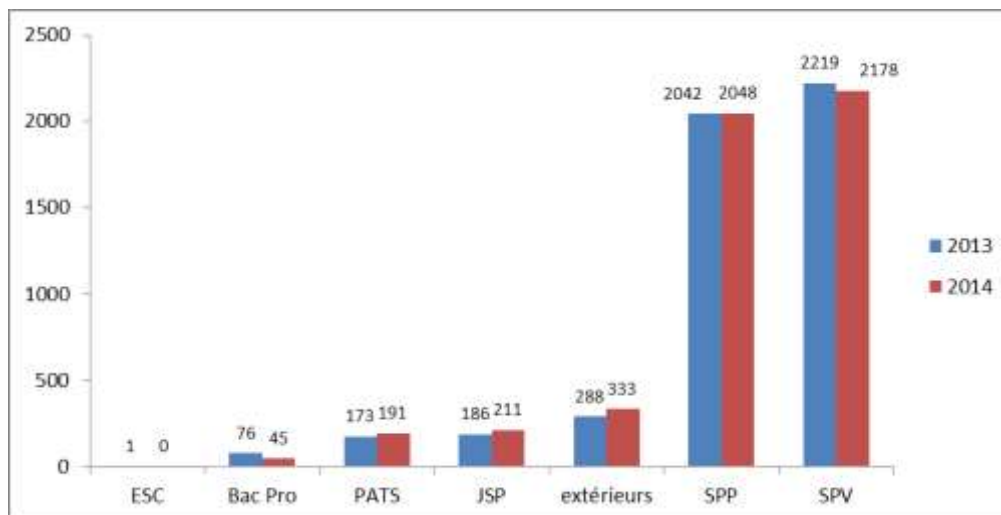
Définition : cumul [du nombre de jours de stage x nombre de stagiaire(s)] avec une journée calculée sur la base de 7h.

Pour les seuls agents du SDIS 54	2014	2013	2012
Stages et FMA hors équipier et chef d'équipe (Interne + intra + Inter)	13 534	13 304	14 426
FMA équipier et chef d'équipe, réalisées en CIS	16 259	16 290	14 964
	29 793 (+199/2013)	29 594 (+ 204/ 2012)	29 390 JS

Nous constatons une hausse de 5.3 % du nombre de journées stagiaires entre 2013 et 2014.

Pour tous les agents formés

<i>Par type de Formation°</i>	JS stages	JS FMA CIS	Total JS
interne	11 771 (-101/2013)	16 259	28 143
Intra	250 (+62/2013)		
Inter	1 513 (+269/2013)		
Partenaires extérieurs	1 266 (+254/2013)		
Total	14 800 (+484/2013)	16 259 (-31/2013)	31 059 (+453/2013)

Répartition des 5 006 stagiaires entre les différents statuts :

Accueil de stagiaires extérieurs : l'EDSP a assuré la formation de 333 **stagiaires extérieurs** (300 dans le cadre de 32 formations à destination exclusive de partenaires extérieurs et 33 dans le cadre de 10 formations du SDIS 54)

	Formation exclusive partenaire extérieur	Nombre de stagiaires extérieurs 2014	Recettes 2014
Académie du commandement	oui	3	0
Formation d'intégration SPP 27	oui	10	20 580
Formation d'intégration SPP 29	oui	13	« sur 2015 »
FI SPP ext. Module complémentaire (sdis 52)	oui	4	2 368
Portail Orsec	Non	2	néant
Formation complémentaire sergent SPP	non	4	1 888
FI PISU	non	4	néant
Journées SDIS- SAMU Secours routier (3 stages)	oui	36	néant
RCH 2	non	2	2 360
RCH 3	non	4	10 720
RAD 2	non	3	3 130
Pré formation SAL	non	4	3 379.50
SAL Qualification 30 et 50 m	non	2	1 120
SAL 1	non	7	22 690
FMA RAD Sdis 88 (2 stages)	oui	27	320 (repas)
Prévention et secours civiques niveau 1 hors Kleber (9 stages)	oui	83	néant
Prévention et secours civiques niveau 1 sur site Kleber (5 stages)	oui	48	530 (repas)
PCA/ PRA	non	1	néant
Formation continue PSE 1 personnel des piscines (8 stages)	oui	64	néant
Formation régionale IDE SMUR	oui	12	néant
		333	69 085.50€

Hébergement et restauration des stagiaires :

- 85.4 % de l'hébergement est assuré par le centre de formation, contre 82 % en 2013
- 80 % des repas sont délivrés par 5 prestataires : ELIOR, CHEQUES DEJEUNER, LE COLIBRI, CORA Toul et RESTAURABELLE. La moyenne du repas pour ces prestataires est de 8.51€ contre une moyenne globale de 9.95€.

Bilan des coûts de formation

Coûts directs : Les coûts directs de la formation en 2014 représentent un total de 2 398 164 €, soit une baisse de 4,61 % par rapport à 2013.

Coûts indirects : Ceux-ci sont estimés à 202 901 € pour 2014 contre 214 814 € en 2013.

III. - Les activités administratives et financières

A. Les activités juridiques

Le bureau départemental du secrétariat général et des affaires juridiques a été fortement impacté en 2014 par l'organisation des élections pour les différentes instances du SDIS :

- renouvellement des collèges des communes et des EPCI au sein du CASDIS, suite aux élections municipales

- élections des représentants à la Commission administrative et technique, ainsi qu'au comité consultatif départemental des SPV
- renouvellement des comités de centres et inter-centres.

Par ailleurs, on note un net accroissement des activités quotidiennes de ce service, notamment en matière de contentieux et de conseil juridique.

Enfin, on peut noter la poursuite des réunions du réseau des juristes de Lorraine, qui a abouti d'ailleurs à l'adoption et la signature entre les 4 présidents de conseils d'administration d'une convention cadre entre les 4 SDIS facilitant le rapprochement et le travail commun entre eux.

B. Les finances et la commande publique

L'année 2014 a été l'occasion de mieux s'approprier le logiciel financier, mis en place fin 2013 et opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2014, à la fois par ces deux services mais aussi pour les services gestionnaires de crédits et acheteurs.

Des formations pour rappeler comment procéder pour la création des bons de commande et la réalisation des services faits ont été proposées en cours d'année à ces derniers, par le service des finances.

Par ailleurs, des adaptations ont pu être réalisées, afin de mieux adapter le logiciel aux besoins du SDIS.

Parallèlement à ce changement, les activités quotidiennes ont dû être assurées, ainsi que la préparation du projet de dématérialisation des flux financiers vers la paierie départementale, qui s'achèvera courant 2015.

Quelques indicateurs de l'activité du service des finances :

Année	2013	2014
Nbre de factures enregistrées	8386	8191
Délai moyen de mandatement des factures	17,21 j	32,7 j

Le délai de mandatement des factures tend à décroître au cours de l'année 2014, bien qu'il apparaisse très supérieur à celui de l'année 2013. Ainsi, ce délai moyen passe de 35 jours au 1^{er} trimestre à 25 jours au dernier trimestre 2014.

Quelques indicateurs de l'activité de commande publique :

Nombre de marchés conclus en 2014

		Nbre de marchés	Nbre de lots
Fournitures	De 20 k€ à 90 k€	26	48
	De 90 k€ à 200 k €	13	36
	Sup à 200 k €	5	10
	TOTAL	44	94
Services	De 20 k€ à 90 k€	8	12
	De 90 k€ à 200 k €	6	9
	Sup à 200 k €	4	4
	TOTAL	18	25
Travaux	De 20 k€ à 90 k€	10	19
	De 90 k€ à 200 k €	0	0
	Sup à 200 k €	0	0
	TOTAL	10	19
Total des marchés 2014		72	138

La cellule commande publique a dû faire face à l'absence simultanée de la responsable du service et de son adjointe, respectivement en congé maternité pour la première et en mutation pour la seconde. Malgré tout, grâce au recrutement d'un remplaçant de la responsable pendant 6 mois, et l'appui pour 4 mois d'un agent vacataire, une continuité des dossiers a pu être assurée.

IV. – Les systèmes d'informations et les transmissions

Durant l'année 2014, de multiples projets ont été suivis ou gérés en totalité par le PSIT. Il faut y ajouter les nombreuses et lourdes sollicitations d'autres services pour des projets qui n'avaient pas toujours été intégrés au plan de charge du service (équipement des VPC, modification des postes opérateurs...). De même, le prochain déménagement vers le site de Kleber est un projet très impactant pour le service tant en réflexion qu'en préparation sans que ce soit forcément très visible.

A. Le développement et la production informatiques

Le départ de Mme Battani, qui réalisait le suivi des statistiques a fortement impacté le service.

Projet et activités menés en 2014

Gestion des profils et portail :

Une réflexion a été menée sur les profils d'habilitation, et proposée aux chefs de centres et de groupement en fonction des droits déjà existants, afin d'évoluer vers le regroupement des droits par paquets et l'uniformisation des pratiques sur le département.

Concernant le portail, la mise à jour de la documentation des différents services et la connexion automatique vers les outils intrasdis ont pu être réalisés, et des rendez-vous ont pu être organisés avec les groupements pour la mise en place de leurs pages respectives.

Dans le domaine opérationnel :

Une réflexion a été menée sur les marchés des bips GPRS-RDA avec une couverture départementale du RDA, aboutissant à la proposition d'un plan d'investissement sur 3 ans, acté en Conseil d'administration fin 2014.

On peut également citer :

- la refonte du marché de maintenance matériel et logiciel
- la préparation de serveurs pour remplacer les serveurs actuels Mise en place de 2 serveurs virtuels pour remplacer l'existant
- le suivi d'une formation administrateur
- Gestion des nombreux tickets
- concernant les tablettes : interface entre les différents intervenants (TPL et IMPI) pour réussir à les faire fonctionner correctement.

Dans le domaine des finances :

La mise en place du logiciel CIRIL au 1^{er} janvier 2014 a été suivie d'une période de paramétrage et d'assistance aux utilisateurs. Il a également été nécessaire de récupérer les informations de l'ancien logiciel dans le nouveau.

Sur la même période, le nouveau format des coordonnées bancaires SEPA a nécessité des modifications pour pouvoir rendre effectif l'export des états d'indemnités SPV à ce format.

De plus, le service a suivi la démarche de dématérialisation imposée par la DGFIP : validation des conventions pour le PES, mise en place du parapheur électronique..

Dans le domaine des ressources humaines et de la formation :

Différents projet ont pu être menés en matière de gestion du temps de travail, tels que :

- la mise en place de l'outil de planification du service incluant le distinguo par centre des emplois de référence (chef d'agrès, conducteur, spécialistes, ...)
- la modification de la gestion des heures sup et des heures syndicales saisies
- une nouvelle gestion des maladies
- la modification des états annuels et semestriels

Par ailleurs, une modification du fonctionnement de la gestion des grèves a pu être réalisée et les utilisateurs formés.

L'enregistrement de la signature de la charte du SPV a pu être rendue possible.

Enfin, des échanges avec le GSRH ont permis l'étude, les propositions de développement des pochettes électroniques de stages : les tests des développements ont été effectués par les groupements avant une mise en production en 2015

Dans le domaine médical :

Une nouvelle version de MEDISAP a été mise en place :

- le paramétrage des visites médicales a pu être repris
- la mise en place des nouveaux certificats
- la mise à jour des données administratives des agents depuis ISIS
- l'information du SSSM en cas de spécialité détenue et de non inscription sur la dernière visite de l'agent

Parmi les autres activités menées en 2014, on peut citer :

- l'accompagnement du SSSM-FO-GPCO sur nouvelle nomenclature emplois compétences liée à l'aptitude médicale pour le déclenchement des agents en fonction de leurs compétences et de leur aptitude
- la suppression du CTA de secours à Joffre et mise en place d'un ULSEC « de secours », et la participation au séminaire sur le plan de reprise d'activité / plan de continuité d'activité
- la mise en place d'un 2è lecteur code barre pour l'habillement (avec développements complémentaires)
- la gestion des certificats 2* ou 3* RGS pour Etat-Major et serveur iparapheur
- la convention avec ADULLACT et la préfecture, pour la dématérialisation du contrôle de légalité des actes
- Audi SQL
- Accompagnement du SIG sur les problématiques de serveur web PREVISAP, de gestion des points d'eau, d'accès aux données par les maires et EPCI
- diverses études menées : mise en place de smartphones pour les chefs de colonne, développement pour la gestion des ICP et PPO, en matière de subrogations, réflexions sur les VLI et le changement éventuel de logiciel RH

B. L'administration des systèmes informatiques

Le parc matériel

Durant l'année 2014, environ 80 postes de travail (unités centrales et portables) ont été déployés. La moitié correspondant à une augmentation du parc (déploiement des CPlI et nouveaux postes dans certains centres). Et l'autre moitié dans le cadre des rotations «classiques » des postes pour raison d'obsolescence (à 6 ans d'ancienneté environ). Du coup nous allons devoir augmenter le rythme des rotations de postes de travail en 2015 afin de maintenir cette ancienneté maximum de 6 ans.

Bilan du parc actuel :

- Plus de 470 UC et portables
- Plus de 600 écrans
- Plus de 130 moyens d'impression
- 26 vidéoprojecteurs
- Environ 70 serveurs
- 15 appareils photos numériques
- 10 scanners

Suivi des demandes

1200 tickets ont été traités durant l'année 2014 par le Service Administration Système et Infrastructure (sans compter les demandes qui passent par les voies traditionnelles : téléphone, mail).

S'y ajoutent toutes les tâches quotidiennes et fondamentales de suivi du parc (déploiement et rotation des machines notamment) et d'administration système des serveurs (suivi et gestion des serveurs de messagerie, anti-virus, sauvegardes, fichiers, Active Directory, superviseur impressions, superviseur parc et déploiement logiciel, etc...).

Projets particuliers menés au long de l'année 2014

→ Renouvellement de l'infrastructure système :

L'infrastructure serveurs étant vieille de 6 ans, il n'était plus possible de faire garantir ce matériel si sensible par les constructeurs. A cela s'ajoutait des capacités disques insuffisantes. Après étude des solutions techniques existantes, de la virtualisation et de la sécurité, puis rédaction du cahier des charges, étude des 4 dossiers des soumissionnaires ainsi qu'à leur audition, la société retenue fut ADISTA. La nouvelle solution de haute disponibilité se compose de : 4 hyperviseurs (serveurs physiques dimensionnés pour héberger 40 serveurs virtualisés dès aujourd'hui), 2 baies de stockage (de 24 disques d'une capacité totale de 10 Terra Octets chacune), 4 switchs 24 ports, 1 serveur de sauvegarde et 1 robot de sauvegarde. A ce jour, la nouvelle infrastructure est en service et l'ancienne a été arrêtée. Toutefois, il reste divers réglages à effectuer et à valider.

→ Réinstallation et redéploiement d'un logiciel de supervision réseau du matériel informatique et réseau :

Le bureau Transmissions et Réseaux (BDTRE) et le bureau Administration Système et infrastructure (BDASI) partagent depuis des années un logiciel de supervision réseau de leur matériel. Celui en service en début d'année 2014 était une version What's Up Gold v12, version qui tournait depuis presque 10 ans et sur laquelle les équipes n'étaient plus forcément correctement formées.

Un nouveau serveur avec une nouvelle version (v 16) a donc été installé et reparamétré. Grâce à cette nouvelle version, le BDTRE a pu acquérir de nouvelles fonctionnalités via de nouveaux modules supplémentaires.

→ PharmSap / MediSap

Un maquettage d'ordinateur a été réalisé à l'Etat-Major pour valider le bon fonctionnement de l'ensemble de la nouvelle solution médicale (nouveau système d'exploitation, nouvelle version logiciel et parfois nouveaux appareils médicaux). Puis l'ensemble du parc informatique des cabinets médicaux (au nombre de 6, soit 12 postes de travail) a été renouvelé.

→ Déploiement du matériel informatique pour 36 CPII

Chacun des 36 CPII dispose maintenant d'un ordinateur, d'un écran plat 19 pouces et d'une imprimante laser noire. L'ordinateur et l'imprimante sont reliés au réseau informatique du SDIS.

→ Deuxième phase Antivirus Kaspersky

Suite au transfert de compétences sur la nouvelle version anti-virus Kaspersky de 2013, la politique d'administration de l'ensemble des postes informatiques du département a été revue.

C. Les transmissions

L'année 2014 fut marquée par le départ en détachement de M. Boure-Krafcyk, administrateur du réseau telecom, qui a impacté le fonctionnement quotidien du service, par une surcharge de travail à répartir. Un technicien a été recruté en CDD jusqu'à la fin de son détachement.

Par ailleurs, il faut rappeler que le service transmissions, de par son rôle transversal de soutien, est sollicité dans la majorité des projets du service technique et du service OPE. La participation à ces projets, souvent imprévus ou non planifiés, impacte également les tâches quotidiennes ainsi que les projets intrinsèques au service.

Les activités et projets menés en 2014

Au cours de cette année, les différents projets menés ont été :

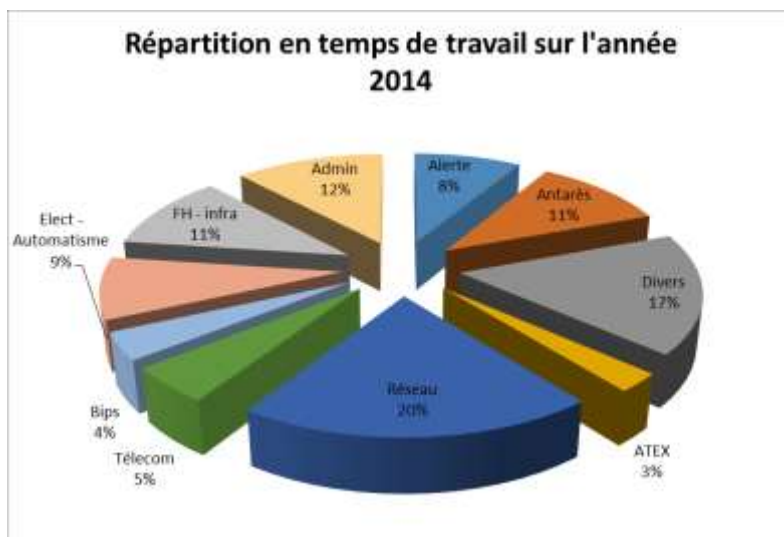
- L'accompagnement dans la réalisation des VPC
- Le déploiement des accès ADSL dans les CPII
- Le déploiement des réseaux électriques ondulés dans les CPII
- Le rééquipement complet des postes opérateurs du CTA en téléphonie et radio
- L'étude et le déploiement des postes ATEX
- L'étude et l'installation d'un pylône à Kleber
- L'étude et l'installation des FH sur le nouveau pylône de Kleber
- L'étude de la nouvelle infrastructure réseau et Télécom sur le site de Kleber
- L'étude d'un nouveau réseau RDA
- L'étude d'un nouveau réseau GPRS
- L'amélioration de la couverture radio de certains centres
- L'étude de la nouvelle liaison satellitaire ASTRIUM pour l'inclure dans le réseau
- L'étude pour la mise en place de deux Firewall montés en haute Disponibilité

Par ailleurs, d'autres travaux ont été réalisés :

- en matière de sécurisation : mise en place de 2 FireWalls installés à la Direction pour sécuriser les accès extérieurs (nomades) et être indépendant de la société RMI, adapter la nouvelle supervision WhatsUp aux systèmes déjà en place et poursuivre la mise en place de la supervision des sites, rédaction des plans de prévention annuels avec les sociétés extérieures
- concernant les pylônes : participation à la rédaction du CCTP en vue de l'installation d'un pylône sur le site de Kléber, création d'un nouveau pylône au CS Haroué et d'un standard,
- lancement d'un nouveau marché télécommunications
- poursuite du démontage du réseau analogique
- Installations nouvelles : antenne satellitaire Bgan 325 omnidirectionnelle sur le toit du VPC de Nancy Joffre, mise en service du répéteur à Vézelize pour gérer la téléphonie et la DATA, poursuite de la mise en place du matériel dans le cadre du projet Antarès et de sa sécurisation, programmation des postes ATEX analogiques et numériques du GTPT et du GTPH pour l'expérimentation de la sécurité des SP en intervention, mise en place de la passerelle GPRS de la société Swissphone
- Déménagement de l'installation radio (phonie et alerte) dans les locaux du Département à la colline de SION.
- suivi des installations techniques au fort de Pont St Vincent pour amélioration de la couverture radio du secteur de Neuves-Maisons.

Au-delà, l'activité du service tient pour une grande partie au suivi des demandes. Ainsi, environ 1746 tickets ont été traités durant l'année 2014 par le service (auxquels il faut ajouter environ 30% du fait des demandes passant par les voies traditionnelles), équivalent à 714 jours d'activité.

Au total le temps de travail du service peut se répartir comme suit :



Les matériels acquis en 2014

Il est à noter une **importante** augmentation des matériels depuis plusieurs années avec un personnel constant pour la gestion du parc.

Les causes sont multiples :

- Matériels Boosters, PilotBox, BIV etc... qui n'existaient pas en réseau analogique
- Distribution de téléphones GSM et de Smartphones
- Mise en place des réseaux informatiques dans les CPII
- Mise en place des onduleurs pour les réseaux informatiques dans les CPII
- Nouveaux postes analogiques et DMR ATEX
- Nouveaux bandeaux de casque

